

N° DP 24/389

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 19 276 EUROS POUR L'ANNEE 2024 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR - ANIMATION DU MAGASIN DE PRODUCTEURS "TERRES D'HYERES" ET ACQUISITION DE MATERIEL DE DISTRIBUTION DE PRODUITS LOCAUX

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 22/97 du Bureau Métropolitain du lundi 21 février 2022 définissant la 3^{ème} Convention Cadre de partenariat 2022-2026 entre la Chambre d'Agriculture du Var et TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 1^{er} février 2024 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 348 euros à la Chambre d'Agriculture du Var pour soutenir l'animation et de 15 936 euros pour les investissements nécessaires aux Magasins de producteurs « TERRES D'HYERES » en 2024,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention supplémentaire à la Chambre d'Agriculture du Var pour supporter les investissements nécessaires aux Magasins de producteurs « TERRES D'HYERES » en 2024, soit 17 928 euros pour les investissements et 1 348 euros pour soutenir l'animation,

CONSIDERANT la demande de subvention de la Chambre d'Agriculture du Var d'un montant de 21 276 euros pour un budget prévisionnel total de 23 640 euros pour l'acquisition de casiers et terminal de paiement afin de proposer un lieu de distribution de produits locaux en circuits courts du Magasin de Producteurs « TERRES D'HYERES » et la poursuite du travail d'animation en 2024,

CONSIDERANT le courrier du Président de la Chambre d'Agriculture du Var, en date du 11 mars 2024 sollicitant une aide financière de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à hauteur de 90 % pour réaliser les investissements nécessaires, soit un montant de 17 928 euros,

CONSIDERANT le budget prévisionnel modifié,

CONSIDERANT que le Magasin de Producteurs « Terres d'Hyères » qui répond à la Loi de consommation 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, est un lieu de distribution de produits frais et locaux,

CONSIDERANT que les produits vendus couvrent une gamme très variée en fruits et légumes, miel, huile d'olive, viande, fromages, etc,

CONSIDERANT qu'après 3 années d'accompagnement par la Chambre d'Agriculture du Var le magasin est un lieu de distribution de produits frais et locaux pour les consommateurs et répond à la demande sociétale,

CONSIDERANT que le Magasin de Producteurs « Terres d'Hyères » compte 32 producteurs contre 15 à son démarrage et souhaite diversifier ses activités en proposant de nouveaux services,

CONSIDERANT qu'après 3 années d'activité le magasin peine à trouver son équilibre financier,

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024 fonction 6312 - opération 1147 dans la limite des crédits inscrits et disponibles :

- Article 20421 pour la part relevant de l'investissement soit 17 928 euros,
- Article 657382 pour la part relevant du fonctionnement soit 1 348 euros.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



CONSIDERANT que pour répondre à l'attente des consommateurs le Magasin de Producteurs « Terres d'Hyères » demande un soutien à l'émergence de projets structurants de commercialisation par l'implantation de distributeurs automatiques,

CONSIDERANT que ces casiers qui seraient les premiers distributeurs en produits frais et locaux seraient une première sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

CONSIDERANT la convention pour l'année 2024 « MAGASIN DE PRODUCTEURS TERRES D'HYERES », ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec la Chambre d'Agriculture du Var en vue de l'attribution d'une subvention de 17 928 euros en investissement, soit 90 % maximum du coût total des achats réalisés, et 1 348 euros en fonctionnement, soit 36,24 % des actions d'animation réalisées dans le cadre de la convention MAGASINS DE PRODUCTEURS « TERRES D'HYERES » pour l'année 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.



CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

**DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR**

**MAGASIN DE PRODUCTEURS –
TERRES D'HYERES**

2024

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,

La Métropole **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par **son Président**, en exercice, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Intercommunalité, autorisée par décision **DP N° 23 / en date du 2024.**

Ci-après dénommée « MTPM »,

Sise

107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON CEDEX 09

SIRET : 24830054300217

Et,

D'autre part,

La **Chambre d'Agriculture du Var**, représentée en sa qualité de Président, par **Monsieur Sylvain AUDEMARD**,

Ci-après désignée « CA83 »,

Sise

11 rue Pierre Clément
CS 40 203
83006 DRAGUIGNAN Cedex

SIRET : 18830002400018

Code Activité : TPM : 06010505

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

Le Projet Alimentaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif dans l'une de ses actions, de proposer des lieux de distribution de produits locaux en circuits courts. Pour cela, la Métropole soutient depuis son lancement, en 2019, le magasin de producteurs « Terres d'Hyères ». L'objet de cette convention est d'aider les producteurs dans les investissements nécessaires à une meilleure rentabilité économique de leur magasin.

Article 2 - La Magasin de producteurs « Terres d'Hyères »

Le Magasin de Producteurs Terres d'Hyères répond à la Loi 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation.

Après 4 années d'accompagnement par la Chambre d'Agriculture du Var, le magasin a ouvert ses portes le 24 juin 2021. Il est un lieu de distribution de produits frais et locaux pour les consommateurs et répond à la demande sociétale.

Le Magasin de producteurs compte 32 producteurs contre 15 à son démarrage.

Les produits vendus couvrent une gamme très variée : fruits et légumes, miels et produits de la ruche, huiles d'olive et dérivées, viande de porc, agneaux, bœuf, fromages et produits laitiers de vache, brebis, chèvres, glaces, escargots, micro-pousse, saucisson, pâté, tartinable pour apéritif, escargots et dérivés, pâtes fraîche et sèche de blé, lentille et pois chiche, farine de blé et pois chiche, huile de colza, vinaigre, safran et dérivé, plantes en pot, fleurs coupées, herbes aromatiques, soupes, jus de fruits, produits transformés à base de fruits et légumes, vins, bières, pain, brioche, œufs...

Article 3 - Descriptif des actions à mener en 2024

La crise sanitaire et la crise énergétique que nous sommes en train de vivre, ont bouleversé les circuits de commercialisation.

Pour répondre aux attentes des consommateurs désirant des produits frais et locaux, le magasin « Terres d'Hyères » demande un soutien à l'émergence de projets structurants de commercialisation des produits agricoles par l'implantation de distributeurs automatiques. Ces casiers seraient une première pour la métropole. Il s'agirait des premiers distributeurs automatiques de produits frais et locaux, en circuits courts du territoire.

Ces distributeurs seraient implantés devant le magasin. 40 casiers seraient proposés répartis de la manière suivante :

- 20 casiers à température ambiante pour les bouteilles de jus, l'épicerie (miel, huile, pâtes...), les plantes en pot
- 20 casiers réfrigérés pour les fruits et légumes et divers (hors viande, produits laitiers et fromage).

Il s'agit d'une solution avec armoires à casiers secs et réfrigérés pour la vente en libre-service. Il est possible de faire évoluer l'outil par un système de « click & collect », mais dans un premier temps, cela n'est pas envisagé. Le terminal de paiement sera sur place avec possibilité de paiement par carte bancaire.

Cette solution est également compatible pour les personnes à mobilité réduite. Une demande de subvention pour l'investissement du matériel et sa communication est demandée.

Livrables :

- Factures + CR d'activité

Article 4. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Le budget prévisionnel de la convention s'élève à **23 640 €**.

MAGASIN DE PRODUCTEURS						
DEPENSES				RECETTES		
Description	Montant HT	TVA	Total TTC	Nature	Montant	% de prise en charge
Mobilier						
Terminal de paiement	6 000.00	20%	7 200 .00	MTPM	17 928.00	90%
40 casiers	9 600.00	20%	11 520. 00	Bénéficiaire	1 992.00	10%
Support de communication	1 000.00	20%	1 200.00			
Sous total			19 920.00	Sous total	19 920.00	
Animation Magasin par la CA						
Animation			3 720.00	MTPM	3 348.00	90%
				CA83	372.00	10%
Montant total de l'action				23 640.00 €		
A la charge de MTPM				21 276.00 €		

Article 5. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la MPTM s'engage à verser, à la Chambre d'Agriculture du Var, une subvention d'un montant total de 19 276 € : 17 928 € en investissements et 1 348 € en fonctionnement, sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention.

La participation financière sera reversée à la Chambre d'Agriculture du Var de la façon suivante :

Pour l'investissement de 17 928 € :

- 70% soit 12 549,60 € à la signature de la présente convention (montant arrondi)
- 30% soit 5 378,40 € sur présentation des documents suivants :
 - Etat récapitulatif des dépenses et des recettes du programme réalisé par le bénéficiaire
 - Le compte rendu d'activité
 - Les factures liées à l'action
 - Le compte financier signé du Président, de l'agent comptable et validé par la Préfecture.

Pour le fonctionnement de 1 348 € :

- 70% soit 943,60 € à la signature de la présente convention
- 30% soit 404,40 € sur présentation des documents suivants :
 - Etat récapitulatif des dépenses et des recettes du programme réalisé par le bénéficiaire
 - Le compte rendu d'activité
 - Le compte financier signé de la Présidente, de l'agent comptable et validé par la Préfecture.

Le montant de la participation financière sera ajusté selon les modalités suivantes : si le montant réel varie à la hausse, la participation n'est pas réévaluée ; en revanche, si les documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme subventionné est inférieur aux dépenses présentées, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées par la CA83.

Par voie d'avenant, le programme d'actions et budget pourront être complétés ou modifiés.

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte DGFIP – IBAN FR76 1007 1830 0000 0010 1241 766.

Article 6. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication organisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre de la convention ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la commune en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

L'ensemble des travaux et des livrables seront adaptées aux territoires de la Métropole mais pourront faire l'objet d'une adaptation générique réutilisable à une plus grande échelle : départementale, régionale ou nationale.

Article 7 : Obligation de la Chambre d'Agriculture en matière de communication

En matière de communication, la Chambre d'Agriculture du Var s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels et tous les équipements subventionnés le soutien apporté par La Métropole Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page).

Ces actions étant parties intégrantes du projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT TPM devra également figurer au côté de celui de la Métropole ».



Article 8. Durée de la convention

Le programme de travail prendra effet à compter du 01/01/2024 et se terminera le 31/12/2024.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (retard de travaux, saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire...).

Article 9. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de tenir les engagements de la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 10. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires,

A Toulon, le

Pour la CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR	Pour la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Sylvain AUDEMARD <i>Président</i>	Jean-Pierre GIRAN <i>Président</i>

